En France, les panneaux publicitaires vont continuer à fleurir dans les villes et les campagnes jusqu'en 2018

Les afficheurs ont obtenu un délai de six ans pour se conformer au Grenelle de l'environnement

Les panneaux publicitaires vont encore fleurir quelques années dans les paysages français. Alors que la loi Grenelle 2 se promettait de réduire la publicité sur l'espace public et avait fixé à deux ans le délai accordé aux afficheurs pour respecter les nouvelles dispositions réglementaires, nationales ou locales, les parlementaires ont discrètement différé la mise en conformité des dispositifs publicitaires installés avant le 1^{er} juillet 2012. Un article introduit dans la loi Warsmann relative à la simplification du droit, adoptée le 22 mars, a en effet prolongé le délai de mise en conformité de deux à six ans. Ainsi, les enseignes publicitaires contrevenant aux nouvelles dispositions réglementaires pourront être maintenues jusqu'en 2018.

La Mairie de Paris vient de dénoncer « ce procédé ». Pour la municipalité, la loi Warsmann rend caduc pour six ans le nouveau règlement local de publicité qui avait été voté à l'unanimité par le conseil municipal le 7 juillet 2011, conformément à la possibili-

té qu'ont les maires d'adapter la réglementation nationale aux spécificités de leur territoire.

Ce règlement prévoyait de réduire de 30 % la densité de la publicité dans la capitale. Les élus parisiens avaient notamment décidé la suppression des panneaux grand format, de 4 mètres sur 3. Ils avaient augmenté l'espace obligatoire entre deux panneaux et avaient banni l'affichage à 50 mètres des écoles. La possibilité d'insérer de la publicité dans les bâches de chantier avait été encadrée : celles-ci devaient être ornées d'une composition décorative originale et ne contenir que des publicités inférieures à 16 m². « Ce délai est inacceptable, c'est de facto un retour en arrière et une négation des compétences des collectivités. C'est un recul manifeste du gouvernement face aux lobbies des publicitaires », dénonce Danièle Pourtaud, l'adjointe au maire de Paris en charge du patrimoine.

Pour les associations de défense de l'environnement, la loi Warsmann est un nouveau coup de canif dans le Grenelle. Le décret

d'application relatif à la réforme de la police d'affichage publicitaire avait déjà beaucoup tardé. Il avait été publié le 31 janvier 2012, un an et demi après l'adoption de la loi Grenelle 2, après une phase de consultation publique. Le décret avait été discuté avec de nombreuses associations. Mais sa rédaction finale avait été fortement amendée par le ministère de

« C'est un recul manifeste du gouvernement face aux lobbies des publicitaires »

Danièle Pourtaud
adjointe au maire de Paris
chargée du patrimoine

l'économie, sensible aux revendications des afficheurs et des publicitaires, suscitant la colère des anti-pub. Ainsi le format des écrans numériques autorisés était passé de 2,5 m² à 8 m² et même à 50 m² aux abords des aéroports. La surfa-

ce de la publicité sur les bâches de chantiers était passée de 12 m² à 50 % de la taille totale de la bâche.

Paysage de France avait poursuivi le « chantage » exercé par les afficheurs. Les responsables de l'association viennent de déposer un recours devant le Conseil d'État qui avait validé le décret d'application. « Nous estimons que la consultation publique où 7 000 participants s'étaient déclarés en faveur d'un renforcement du décret pour mieux protéger les paysages a été bafouée. Le décret publié va à l'encontre de toutes nos préconisations. La mouture publiée par le Journal officiel n'a rien à voir avec le texte soumis à consultation publique. Le gouvernement s'est fait le complice du travail de sape poursuivi par les afficheurs », s'empare Pierre-Jean Delahousse, le président de Paysage de France.

L'association a par ailleurs relevé « quantité de coquilles et d'erreurs » dans le texte, qui, selon elle, pourraient avoir des « conséquences incalculables » dans l'application de la réglementation. ■

SOPHIE LANDRIN